

IL AFFIRME TRAVAILLER POUR LE CHANGEMENT

# Quelle sera la méthode Benbitour ?

**Avoir raison du coriace régime politique en place en éperonnant une alternative pacifique serait donc possible. Ahmed Benbitour, le chef du gouvernement qui refusa la dérive totalitaire en démissionnant de sa fonction, en a l'intime conviction. Interviewé par El-Watan, il affirme travailler d'arrache-pied à élaborer les instruments de ce changement.**

**Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir)** - S'il s'est voulu avare en détails, Ahmed Benbitour a indiqué, néanmoins, que l'alternative se voudra un dépassement des instruments mis en place par le régime actuel et n'impliquera pas ceux qui gravitent autour de lui.

«Donc lorsque je parle de changement dans le calme et la sérénité, je travaille à l'élaboration de nouveaux instruments pour la réalisation de ce changement. Ces nouveaux instruments concernent essentiellement la vision, c'est-à-dire expliquer la situation actuelle du pays, la situation vers laquelle il va dériver sans le changement et la situation à laquelle il peut prétendre s'il y a un changement de régime. Ils concernent également la capacité de rupture avec le régime en place, c'est-à-dire expliquer que malgré la fermeture de tous les canaux de progrès, il est possible de mobiliser les gens en faveur du changement, de le mettre en œuvre et de construire un projet de société, un Etat protecteur et développeur, de même qu'une économie productive générant des flux de revenus durables au bénéfice de tous (...), a-t-il expliqué.

De là, la vocation de M. Benbitour apparaît un brin claire. Il œuvrera à mobiliser

autour d'un projet de société. Ce qui, à l'évidence, n'ira pas se suffire de la rédaction simplement d'une charte ou d'un manuel de méthodologie politique.

Un projet de société se décline en un programme et se concrétise par l'action et l'engagement militant. Autrement dit, un projet de société est porté par un parti politique. Or, est-ce à un parti politique que pense véritablement l'ancien chef de gouvernement ?

On ne peut l'affirmer de suite, tant M. Benbitour s'est soigneusement gardé de suggérer une telle déduction. Ce qu'il a souligné, en revanche, c'est que le moment n'est pas encore arrivé pour dévoiler la substance de cette cogitation.

Ayant fait sa religion que le changement ne viendra pas de l'intérieur du système, Ahmed Benbitour se tiendra hors des enjeux électoraux en perspective, la présidentielle d'avril 2009, en premier chef. «Parce que tout est verrouillé, vous n'avez aucune chance d'accéder au pouvoir pour réaliser le changement avec les instruments que ce pouvoir a mis en place», a-t-il estimé. Connu, par ailleurs, pour la pertinence de ses analyses, M. Benbitour a récidivé pour dire que nous sommes dans une situation de non-gouvernance. Et on ne peut pas lui



Photo : Samir Sid

«Il est possible de mobiliser les gens en faveur du changement.»

reprocher de l'avoir dit tardivement. L'ancien chef de gouvernement a, plus que d'autres, entretenu la régularité en terme d'intervention dans le débat.

Sur la révision de la Constitution opérée le 12 novembre dernier, il a estimé que le Parlement n'a pas voté mais a simplement entériné les amendements.

Pour lui, la mise au service du Parlement a commencé avec le recours à l'ordonnance, un recours qui lui a dicté

de remettre le tablier. Et contrairement à l'exposé des motifs officiels, M. Benbitour est d'avis que «cette révision touche incontestablement les équilibres fondamentaux du pouvoir, puisque les amendements se situent essentiellement dans le titre deuxième de l'organisation des pouvoirs. Ils touchent des points essentiels comme l'alternance au pouvoir et la distribution du pouvoir à l'intérieur de l'exécutif».

S. A. I.

PROTESTATIONS CITOYENNES DANS LA WILAYA DE BOUMERDÈS

## Les villageois de Leghata ferment la RN 24, ceux d'Afir le siège de l'APC

**Routes impraticables, des élèves en vacances malgré eux, absence de transport de voyageurs, marginalisation et difficultés économiques.**

C'est le lot quotidien des citoyens de Mandoura et d'Ifrî N'tamarth, dans les communes de Leghata et d'Afir, dans la wilaya de Boumerdès. Ces paisibles villageois n'acceptent pas ces conditions de vie et ils le font savoir bruyamment.

Le cœur gros, des citoyens de ces localités ont déversé leur colère, pacifiquement, en fermant à la circulation la RN 24, reliant Boumerdès et Dellys, et le siège de l'APC. Ceux de Mandoura ont

fermé, hier dans la matinée, cet important axe routier, provoquant des embouteillages des deux côtés de la route. Ils l'ont fait, disent-ils, pour attirer l'attention des responsables locaux et régionaux sur leur sort. «Quand il pleut, seuls les gros camions s'aventurent sur la route de notre agglomération qui compte des centaines de familles. et les élèves ne rejoignent pas leurs classes à cause du manque de transport.»

Les habitants d'Ifrî N'tamarth dénoncent les promesses non tenues portant sur la réfection des pistes d'accès à leur village. «Les pistes ont été détériorées par les intempéries de décembre 2007. Les autorités s'étaient engagées à procéder à des réparations,

mais nous continuons, en 2008, à patauger dans la boue», déplore au téléphone un protestataire. «Notre commune est sans revenus et n'a pas les moyens de prendre en charge la restauration de ces pistes.

Nous attendons la prise en charge par la wilaya, et ce, sur le fonds sectoriel», rétorque le P/APC. Les protestataires ont exigé hier la présence du chef de la daïra de Dellys et de leur P/APC pour constater de visu l'état des routes.

Dans le cas contraire, ils se disent décidés à reconduire pour une semaine leur action, en paralysant le siège de cette petite commune de l'extrême-est de la wilaya de l'ex-Rocher-Noir.

Selon le P/APC, le chef de

daïra de Dellys n'avait pas prévu, hier, de rejoindre Afir pour discuter avec ses administrés en colère.

Il y a lieu de rappeler qu'en octobre et novembre 2008, le siège de cette APC (Afir) a été fermé à trois reprises. D'autres villageois de la même municipalité ont exprimé leur ras-le-bol et espéré susciter une réponse des pouvoirs publics. Dans le même sillage, les villageois de Mandoura dénoncent l'impunité dont bénéficient les pilliers de sable. Selon eux, c'est la circulation des gros camions chargés de sable pillé à l'extrémité de la forêt de Zemmouri qui abîme les routes de leur village.-

Abachi L.

TIZI-OUZOU

## Congrès pilote du FFS à Draâ-El-Mizan

Le plus vieux parti de l'opposition vient d'innover en matière d'organisation de sa politique interne. L'ex-salle de cinéma «Le Maghreb» a été le théâtre, ce week-end, d'un congrès un peu particulier du FFS : il s'agit d'un congrès pilote de section, jadis appelé Ages (assemblée générale électorale de section). Cette opération pilote a porté sur l'élection du premier secrétaire de la section locale. Désormais, il sera question de congrès locaux au sein du Front des forces socialistes.

En plus des militants et sympathisants du parti, beaucoup d'invités, parmi lesquels figuraient des personnalités politiques locales, tous partis confondus, des partenaires sociaux et économiques, des syndicalistes. Les correspondants de presse ont assisté à ce congrès.

Un programme spécial a été concocté pour cet événement, alors qu'un timing a été distribué au préalable à tous les invités. Après avoir écouté l'hymne national et observé une minute de silence à la mémoire des victimes de la démocratie, le maire, Didouche Hamou, a, dans son intervention, tenu à rappeler aux présents qu'il n'est pas aisé d'être à la tête d'une municipalité, car c'est à l'administration qu'incombe l'exécution de toute décision prise par les élus dans les différentes délibérations. Il dira qu'il est inadmissible de soumettre à l'administration (entendre par là daïra et wilaya) une décision sur le développement de la commune, entérinée par des élus. Cela veut dire tout simplement, ajoutera-t-il, que la décision des citoyens est remise en cause et que toute initiative de leurs représentants est soumise au visa de l'administration. Il regrettera que des élus soient transformés en syndicalistes forcés à arracher le droit au travail. Il terminera, enfin, en s'interrogeant sur le pourquoi de la lenteur relevée dans les études de dossiers des investisseurs par le Calpi (Comité Action, Localisation, Promotion Investissement), alors que les communes sont bloquées à cause de l'absence d'investissements.

M. Ben Belkacem, secrétaire national à l'organique et membre fédéral du FFS, a, lui, dans son intervention, signifié aux présents que son parti demeure la seule force d'opposition et, qu'en son sein, il est davantage question d'ouverture sur la société civile, avec des partenaires qui partagent des valeurs et des principes communs.

La démocratie est en train d'être instaurée à tous les niveaux des instances dirigeantes du parti et à la base. Il appellera l'ensemble des invités à le vérifier, en assistant au congrès jusqu'à sa clôture. Il a terminé son intervention en disant que ce congrès pilote a un cachet particulier, tant c'est une totale réussite avec une organisation parfaite. Ensuite, il y eut le vote du premier secrétaire local, après lecture et explication du programme de chacun des deux candidats en lice.

Finalement, c'est M. Laouamri qui l'emporta avec 41 voix, contre son camarade Aouadi qui a récolté 26 voix des 71 votants sur les 115 inscrits.

Ce congrès pilote s'est achevé par l'intervention de l'élu qui, ému, a remercié les militants de son parti pour lui avoir fait confiance et leur a promis de se mettre au travail pour satisfaire leurs revendications.

Slimane S.